



ETINED

N'attendons plus

*Éthique
Transparence
Intégrité*

ETINED
Plate-forme
du Conseil de l'Europe
sur l'éthique,
la transparence
et l'intégrité
dans l'éducation



Volume 1
7^e session
du Forum de Prague

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

ETINED
Plate-forme
du Conseil de l'Europe
sur l'éthique,
la transparence et
l'intégrité
dans l'éducation

Volume 1
7^e session
du Forum de Prague

Édition anglaise :
*ETINED Council of Europe Platform on Ethics,
Transparency and Integrity in Education*
ISBN 978-92-871-8308-8

*Les vues exprimées dans cet ouvrage sont
de la responsabilité des auteurs et ne reflètent
pas nécessairement la ligne officielle
du Conseil de l'Europe.*

Tous droits réservés. Aucun extrait de cette
publication ne peut être traduit, reproduit
ou transmis, sous quelque forme
et par quelque moyen que ce soit –
électronique (CD-Rom, internet, etc.)
ou mécanique, photocopie, enregistrement
ou de toute autre manière – sans
l'autorisation écrite préalable de la Division
de l'information publique et des publications,
Direction de la communication (F-67075
Strasbourg Cedex ou publishing@coe.int).

Couverture : Service de la production
des documents et publications (SPDP),
Conseil de l'Europe

Mise en page : Jouve, Paris
Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
<http://book.coe.int>

ISBN 978-92-871-8411-5
© Conseil de l'Europe, septembre 2017
Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe

Table des matières

INTRODUCTION	5
PROGRAMME DU 7^e FORUM DE PRAGUE	9
CHAPITRE I – ALLOCUTIONS PRONONCÉES LORS DU FORUM DE PRAGUE	13
LANCEMENT DE LA PLATEFORME	15
« POSER LE CADRE : LES TRAVAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE DOMAINE » – INTRODUCTION AUX TRAVAUX MENÉS PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ÉTHIQUE, LA TRANSPARENCE ET L'INTÉGRITÉ DANS L'ÉDUCATION	23
GROUPE DE TRAVAIL A – COMPORTEMENT ÉTHIQUE DE TOUS LES ACTEURS DE L'ÉDUCATION	35
GROUPE DE TRAVAIL B – INTÉGRITÉ ACADÉMIQUE/PLAGIAT	57
GROUPE DE TRAVAIL C – RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS	81
PRÉSENTATION DU RAPPORT GÉNÉRAL DU FORUM	95
« UNE VISION D'AVENIR – LES CONDITIONS INDISPENSABLES POUR FAIRE BOUGER LA SOCIÉTÉ »	109
NOTES BIOGRAPHIQUES	123
CHAPITRE II – CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES	127
ALBANIE	
Quelques aspects de la lutte contre la corruption dans l'enseignement supérieur	129
AZERBAÏDJAN	
Le code d'éthique des enseignants	133
BELGIQUE (COMMUNAUTÉ FLAMANDE)	
Décision « Germain Dondelinger » M(2015)3 du Comité de Ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, 18 mai 2015	135
BULGARIE	
Élaboration et mise en œuvre de la Stratégie pour l'intégration scolaire des enfants et des élèves appartenant à des minorités ethniques (2015-2020)	137
CHYPRE	
Code de conduite contre le racisme et Guide sur la gestion et le signalement des incidents racistes à l'école	141
FRANCE	143
Règles de déontologie applicables dans la fonction publique	143

Métiers du professorat et de l'éducation : référentiel des compétences professionnelles et dimension éthique	147
État des lieux et mesures récentes prises pour lutter contre la fraude dans l'éducation, en particulier dans les examens	151
Charte nationale de déontologie des métiers de la recherche	155
HONGRIE	
Aperçu des réformes sur le comportement éthique de tous les acteurs de l'éducation	159
ITALIE	
Étude de cas : le Système national d'évaluation	163
Transparence dans l'évaluation des résultats et des relations d'apprentissage	167
LITUANIE	
Intégrité académique et plagiat	173
Réforme du système de reconnaissance académique des qualifications étrangères	175
LUXEMBOURG	
Justice sociale : les mesures du gouvernement pour le maintien scolaire des populations défavorisées	179
ROUMANIE	
La Stratégie contre la corruption dans l'éducation : exemples de bonnes pratiques	185
RUSSIE	
La lutte contre le plagiat, les faux diplômes, la fraude et la corruption dans l'éducation	189
SLOVÉNIE	
Reconnaissance de l'authenticité des qualifications	193
UKRAINE	
Intégrité académique et plagiat dans l'enseignement supérieur (2014-2015)	195

Introduction

La Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED) est l'un des nouveaux projets phares de la Direction de l'éducation du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe œuvre depuis des décennies à la promotion d'une éducation de qualité, clairement définie dans la Recommandation CM/Rec(2012)13 à ses États membres en vue d'assurer une éducation de qualité, qui précise qu'une telle éducation doit être exempte de corruption.

La corruption peut sévir à tous les niveaux de l'éducation, dans l'ensemble des pays européens : les exemples vont du détournement de fonds destinés à des bâtiments d'écoles maternelles à la vente de diplômes, en passant par le plagiat dans les thèses universitaires. Des personnes peuvent être victimes d'exploitation sexuelle à l'école, les enfants de certaines communautés peuvent être favorisés en termes d'admission, tandis que pour d'autres il y aura des frais supplémentaires ; à l'échelon institutionnel, des procédures de recrutement opaques ou inaccessibles, ou encore le népotisme peuvent se pratiquer, et au niveau le plus élevé les budgets nationaux peuvent être répartis inégalement et au profit de certains établissements d'enseignement supérieur. Cette corruption ressort dans des affaires notoires, comme la démission très médiatisée de ministres après des révélations concernant leurs plagiats ou leurs faux diplômes, mais aussi dans des cas peu connus, comme l'enseignement de matières obligatoires dispensé uniquement dans des cours privés et payants.

Les exemples de corruption sont nombreux, et n'importe quel enfant d'Europe peut être touché à divers moments de sa scolarité. Une enquête récente a mis en évidence le pourcentage de perception par les citoyens du phénomène de corruption dans l'éducation¹ : bien que les chiffres varient de 6-7 % à 70-72 % selon les pays, aucun d'entre eux n'est considéré comme épargné.

1. Transparency International, Baromètre mondial de la corruption 2013, disponible sur www.transparency.org/gcb2013/report, consulté le 3 novembre 2016.

Les conséquences à long terme sont catastrophiques : la corruption sape la confiance des citoyens dans leur système scolaire et, plus généralement, dans les institutions démocratiques, et se traduit par une faible participation aux processus démocratiques. La corruption peut aussi porter atteinte à la réputation d'un pays sur la scène internationale.

Pour lutter contre la corruption par le droit pénal, civil et administratif, le Conseil de l'Europe a élaboré un arsenal de standards, d'instruments juridiques, de normes et de recommandations, dont le suivi est assuré par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO²). Son Assemblée parlementaire a quant à elle récemment constitué une alliance parlementaire appelée Plateforme parlementaire contre la corruption³. La Plateforme ETINED cherche à agir là où tout commence : dans l'éducation.

En avril 2013, les ministres de l'Éducation des 50 États parties à la Convention culturelle européenne (STE n° 18⁴) sont convenus, sur la base de la Déclaration d'Helsinki, d'œuvrer ensemble en faveur de l'éthique, de la transparence et de l'intégrité dans l'éducation, dans l'intérêt de tous les enfants européens et, à cette fin, de constituer une plateforme⁵.

ETINED est un réseau de spécialistes nommés par les États membres du Conseil de l'Europe et les États parties à la Convention culturelle européenne. Sa mission est triple :

- ▶ diffuser des informations et des bonnes pratiques en matière de transparence et d'intégrité dans l'éducation ;
- ▶ participer à la définition de solutions appropriées aux problèmes que pose la corruption dans l'enseignement et l'enseignement supérieur (ci-après : « le supérieur ») ;
- ▶ créer dans l'éducation un cercle vertueux, de sorte que toutes les parties prenantes s'attachent à appliquer des principes fondamentaux positifs en matière d'éthique.

Plutôt que de compter uniquement sur des mesures réglementaires préformatées et imposées d'en haut, ETINED entend proposer une nouvelle approche, fondée sur l'idée qu'on ne peut assurer une éducation de qualité et lutter efficacement contre la corruption que si tous les acteurs sociétaux concernés adhèrent pleinement à des principes éthiques fondamentaux dans la vie publique et professionnelle. La plateforme souhaite contribuer au développement d'une culture de démocratie et de participation, avec pour socle les principes d'éthique, de transparence et d'intégrité. La corruption devrait être combattue au moyen de structures et de normes juridiques, mais cela ne suffit pas : il faut aussi que l'ensemble des parties prenantes et le grand public la jugent inacceptable.

2. Voir www.coe.int/greco, consulté le 3 novembre 2016.

3. Voir <http://website-pace.net/fr/web/apce/anti-corruption-platform>, consulté le 3 novembre 2016.

4. À laquelle adhèrent les 47 États du Conseil de l'Europe plus le Bélarus, le Saint-Siège et le Kazakhstan.

5. Déclaration finale de la 24^e session de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation du Conseil de l'Europe (Helsinki, 26 et 27 avril 2013), disponible sur www.coe.int/t/dg4/education/Source/MED24/MED24_Final_Declaration_ConfMin_april13_fr.pdf, consulté le 3 novembre 2016.

Dans un premier temps, les trois domaines d'action prioritaires d'ETINED seront les suivants :

- ▶ le comportement éthique de tous les acteurs de l'éducation, et des codes de conduite pour les enseignants et les professionnels de l'éducation ;
- ▶ l'intégrité académique et le plagiat dans l'enseignement supérieur ;
- ▶ le problème des « usines à diplômes » dans le contexte de la reconnaissance des qualifications.

Les activités suivantes sont prévues :

- ▶ un séminaire international sur le plagiat ;
- ▶ une étude comparative des politiques favorisant l'intégrité dans le supérieur dans les 50 États parties à la Convention culturelle européenne ;
- ▶ des tables rondes régionales sur l'impact des codes de conduite nationaux sur la profession d'enseignant, en vue d'établir des lignes directrices communes fondées sur les bonnes pratiques ;
- ▶ des projets pilotes dans les États membres.

La plateforme a été lancée par M^{mes} Kateřina Valachová, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la République tchèque, et Snežana Samardžić-Marković, directrice générale de la Démocratie du Conseil de l'Europe, à l'occasion du 7^e Forum de Prague, les 1^{er} et 2 octobre 2015.

La présente publication réunit les allocutions et exposés présentés lors du lancement d'ETINED à Prague. Les États parties à la Convention culturelle européenne étaient également invités à soumettre des contributions écrites sur le thème et les sous-thèmes du Forum de Prague, assorties de propositions concrètes d'actions à mener au niveau européen. C'est ainsi qu'ont été proposées :

- ▶ des synthèses sur les réformes en cours dans les États ou sur un sujet en lien direct avec le thème du forum, indiquant les principaux défis et les réponses proposées ;
- ▶ des études de cas et exemples de bonnes pratiques sur l'évaluation des résultats obtenus à la suite de réformes ou de projets pilotes menés par les États en rapport avec les sous-thèmes du forum.

Les contributions des États membres sont reproduites au chapitre II du présent document.



Programme du 7^e Forum de Prague

Jeudi 1^{er} octobre 2015

9 h-9 h 30 Séance inaugurale – Lancement de la plateforme

Présidée par Ladislav Bánovec, directeur du département des Relations internationales, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République tchèque

Allocutions de bienvenue :

Kateřina Valachová, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République tchèque

Radka Wildová, doyenne de la faculté d'Éducation, université Charles, République tchèque

Tomáš Zima, recteur de l'université Charles, République tchèque

Sneřana Samardžić-Marković, directrice générale de la DGII – Démocratie, Conseil de l'Europe

9 h 30-10 h 30 Séance plénière n° 1

« Poser le cadre : les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation »

Présidée par Jindřich Fryč, président du Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE), Conseil de l'Europe

- Présentation des travaux menés par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO), par Christian Manquet, vice-président du GRECO
- Présentation des travaux du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation, exposés de MM. Ian Smith (University of the West of Scotland) et Tom Hamilton (General Teaching Council for Scotland), Royaume-Uni

10 h 50-12 h 15 Séance plénière n° 2

« Regards croisés sur les perspectives et les pratiques »

Présidée par Marie-Anne Persoons, représentante du CDPPE

Orateurs :

- Haldis Holst, secrétaire générale adjointe, Internationale de l'éducation
- Boris Divjak, Centre de ressources anticorruption U4, Norvège
- Muriel Poisson, Institut international de planification de l'éducation (IIEP-Unesco)
- Elena Panfilova, Transparency International

Questions et réponses

14 h-15 h 30 Groupes de travail parallèles : études de cas

A. Comportement éthique de tous les acteurs de l'éducation

Présidé par Sabine Rohmann, Commission « Éducation et culture » de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, membre du Bureau du CDPPE

Études de cas :

- Étude de cas nationale sur la vision d'un comportement éthique dans les codes et normes professionnels, Tom Hamilton, General Teaching Council for Scotland, Royaume-Uni
- Prôner l'honnêteté et la transparence, Daiva Penkauskienė, Centre de didactique moderne, Lituanie
- Principes éthiques, Ian Smith, University of the West of Scotland, Royaume-Uni

B. Intégrité académique/plagiat

Présidé par Maija Innola, ministère de l'Éducation et de la culture de Finlande, représentante du CDPPE

Études de cas :

- Veiller à la maturité des politiques relatives au plagiat en Europe et au-delà, Irene Glendinning, université de Coventry, Royaume-Uni
- Le plagiat dans les thèses de médecine en Allemagne, Debora Weber-Wulff, université de sciences appliquées de Berlin, Allemagne

C. Reconnaissance des qualifications

Présidé par Stefan Delplace, EURASHE, membre du Bureau du CDPPE

Études de cas :

- La décision M(2015)3 du 18 mai 2015 du Comité de ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, Marie-Anne Persoons, Belgique

- L'expérience du bureau ENIC-NARIC Suède dans le traitement des certificats frauduleux et des usines à diplômes, Erik Johansson, Service de la reconnaissance des qualifications, ENIC-NARIC Suède

16 h 00-17 h 00	Poursuite des groupes de travail
17 h 00	Réunion du rapporteur général et des rapporteurs des groupes de travail
20 h 00	Remise de la médaille Pro Merito du Conseil de l'Europe en mémoire de Germain Dondelinger

Vendredi 2 octobre 2015

9 h 30-11 h 00 Table ronde – Contribution aux futurs travaux de la plateforme : réponses des groupes de travail parallèles

Présidée par Étienne Gilliard, vice-président du CDPPE

Contributions de :

- Michèle Eisenbarth, représentante permanente du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe, présidente du GR-C
- Lea Meister, Syndicat des étudiants européens
- Quentin Reed, consultant en éducation
- Giorgi Sharvashidze, vice-ministre, ministère de l'Éducation et des Sciences, Géorgie
- Jens Vraa-Jensen, Internationale de l'éducation

11 h 20-12 h 30 Séance plénière n° 3

Présentation du rapport général du forum par Tomáš Foltýnek, université Mendel de Brno (République tchèque), rapporteur général

« Une vision d'avenir – Les conditions indispensables pour faire bouger la société ». Allocution de Bertrand de Speville, consultant (Royaume-Uni), ancien directeur de la Commission indépendante de lutte contre la corruption (ICAC) de Hong Kong

Présentation des principaux défis et attentes concernant les priorités de travail, par Jindřich Fryč, président du CDPPE

Conclusions

Lukáš Teplý, département de la Stratégie et des Affaires européennes, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République tchèque.

Chapitre I

**Allocutions prononcées
lors du Forum de Prague**

Séance inaugurale

Lancement de la plateforme

**Kateřina Valachová, ministre de l'Éducation,
de la Jeunesse et des Sports de la République tchèque**

Chère Madame Samardžić-Marković,

Cher Monsieur Zima,

Chère Madame Wildová,

Honorables invités,

Chers participants,

Tout d'abord, permettez-moi de remercier les organisateurs du 7^e Forum de Prague de m'avoir invitée à ouvrir cette rencontre. Je me félicite que ce forum se tienne ici à Prague dans les locaux de l'université Charles, l'une des plus anciennes universités du monde.

Le 7^e Forum de Prague est le résultat d'un travail engagé de longue date par le Conseil de l'Europe pour promouvoir une éducation de qualité. L'éducation joue un rôle crucial pour l'avenir de nos sociétés. Parmi les services publics, le système d'enseignement est pratiquement le seul à nous accompagner au quotidien, de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. L'éducation est donc le plus puissant outil qui soit pour améliorer l'avenir des citoyens. Une éducation accessible et de qualité permet à chacun de s'émanciper, sur les plans social, économique et culturel. L'éducation est également essentielle à de bonnes relations entre les générations, à la tolérance, à la compréhension entre les cultures et au développement de la citoyenneté démocratique. Toutes ces valeurs, nous devons les encourager, en particulier dans les moments difficiles que l'Europe vit actuellement.

Le ministère de l'Éducation et le Gouvernement tchèques sont conscients du rôle clé de l'éducation pour une société démocratique et pour la justice sociale. Pour nous, une éducation de qualité et accessible à tous est une priorité politique. C'est pourquoi nous avons mis sur pied un système de soutien aux enfants ayant des besoins éducatifs particuliers et modifié le financement du système éducatif en vue de fournir une éducation accessible et des activités de loisirs aux enfants et aux jeunes. Bien sûr, le système d'enseignement supérieur est lui aussi d'une grande importance, non seulement comme source de qualifications, mais aussi comme moyen de former des citoyens éclairés.

Le thème principal de ce forum – « Éthique, transparence et intégrité dans l'éducation » – est aussi important qu'actuel. Dans un système éducatif de qualité offrant à tous l'égalité des chances, il n'y a évidemment de place ni pour les avantages indus, ni pour tout autre type de corruption, ni bien sûr pour des comportements discriminatoires ou constituant une atteinte de la part des acteurs du système éducatif à tous les niveaux.

Mesdames et Messieurs,

J'espère que vos discussions sur ce thème seront fructueuses, je suis impatiente de connaître les différentes opinions qui s'en dégageront et je vous souhaite un plein succès pour votre conférence.

Je vous remercie.

**Radka Wildová, doyenne de la faculté d'Éducation,
université Charles, République tchèque**

Madame la ministre,

Votre excellence, Monsieur le recteur,

Madame la directrice générale,

Mesdames et Messieurs, chers invités,

C'est un grand honneur pour moi de vous souhaiter la bienvenue à ce 7^e Forum de Prague sur les politiques éducatives en Europe, organisé par le Conseil de l'Europe en coopération avec le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, l'université Charles de Prague et la faculté d'Éducation, sur le thème « Vers une plateforme paneuropéenne sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation ».

Présentation de la faculté d'Éducation

La faculté d'Éducation, l'une des plus grandes de l'université Charles de Prague, travaille entre autres dans les domaines de l'enseignement supérieur et de l'apprentissage tout au long de la vie pour les enseignants, les éducateurs et les autres personnels pédagogiques, dont le personnel de l'École de management. Nous formons des enseignants spécialistes de toutes les matières étudiées aux niveaux élémentaire et secondaire. Nos recherches sont principalement axées sur les sciences de l'éducation et de la formation, notamment la pédagogie. L'année prochaine, avec d'autres facultés d'éducation de République tchèque et de Slovaquie, la faculté d'Éducation de l'université Charles fêtera ses 70 ans.

Tournée vers la professionnalisation, la faculté couvre toutes les facettes de l'éducation, depuis l'enseignement préscolaire jusqu'à la formation des adultes. Bien que cinq autres facultés de l'université Charles de Prague participent à la formation des futurs enseignants, la faculté d'Éducation est la seule à s'y consacrer entièrement.

La faculté d'Éducation compte actuellement 4 800 étudiants, inscrits à temps plein ou à temps partiel (66 % d'entre eux sont à temps plein). Outre ses cursus de licence et de master, la faculté prépare aussi des doctorants ; elle se tourne ainsi vers l'avenir

en développant les disciplines enseignées et les approches pédagogiques, qui font depuis longtemps l'objet de ses activités de recherche et de coopération internationale.

Coopération internationale

Les membres de la faculté coopèrent activement avec des universités et d'autres établissements en Europe et au-delà. À l'international, la faculté a noué 61 accords de coopération interuniversitaires, tout particulièrement avec l'Allemagne et la Pologne. Elle a récemment signé un accord avec l'université Joetsu, au Japon, accord qui entrera en vigueur en janvier 2016 avec la préparation d'une exposition itinérante associant quatre universités de quatre pays : Taïwan, la Mongolie, le Japon et la République tchèque. La faculté a une tradition de relations très étroites avec les universités slovaques, en termes de mobilité, d'organisation de conférences internationales communes et de création de publications spécialisées.

L'université Charles est membre du CEFRES (Centre français de recherche en sciences sociales) et y attache une très grande importance, car cette appartenance lui permet de développer ses relations scientifiques et de recherche avec les établissements français.

L'université soutient de longue date la mobilité de ses étudiants et de son personnel ainsi que les stages dans le cadre d'Erasmus+, auquel tous les départements participent. La plupart des contrats Erasmus+ ont été signés avec des universités d'Allemagne, de France, d'Espagne et de République slovaque.

Notre faculté est l'une des premières de l'université Charles et même de République tchèque à s'engager dans le programme Erasmus Mundus. Avec l'université de Roehampton (établissement coordinateur) et l'université d'Oslo, nous prévoyons de proposer aux universitaires et aux étudiants un master en Éducation inclusive et spéciale.

Nous avons donc une expérience assez large des projets internationaux, avec par le passé la réalisation de projets dans les cadres 5, 6 et 7 et de plus de six projets Tempus. En 2014, les membres de la faculté ont participé à 15 projets internationaux de l'Union européenne, dont l'un relevant du septième programme-cadre. Nous sommes en train de déposer une candidature pour le projet Erasmus-KA3. En 2015, la faculté a déposé trois demandes pour le projet Horizon 2020.

La rencontre d'aujourd'hui

En tant que doyenne de la faculté d'Éducation, je salue et soutiens pleinement l'initiative du Conseil de l'Europe et ses efforts pour lancer une plateforme sur l'éthique, la transparence et l'intégrité. Je me félicite que les participants à ce forum soient accueillis à l'université Charles, qui offre un cadre approprié aux discussions sur ce thème, à la fois très important et d'une grande actualité.

La faculté d'Éducation, la République tchèque et la Slovaquie coopèrent étroitement à travers l'Association des doyens de facultés d'Éducation. Les principaux thèmes du 7^e Forum de Prague et ses résultats seront utilisés lors des réunions de travail de l'Association des doyens. Nous nous intéresserons de très près aux résultats du forum et nous nous attacherons à les traduire dans l'enseignement délivré par la faculté.

L'une des grandes priorités de la faculté est de garantir la qualité de son enseignement et de ses activités de recherche. Ainsi,

- ▶ la faculté veille attentivement à l'absence de plagiat dans les travaux de ses étudiants et dans les publications de son personnel de recherche et d'enseignement ;
- ▶ la faculté s'attache à la transparence de ses recrutements, à travers ses méthodes et le recours à un système à plusieurs degrés, et veille au respect de toutes les lois et réglementations relatives aux procédures d'admission ;
- ▶ la faculté a mis en place des mécanismes à long terme de suivi du respect de toutes les réglementations, ainsi que des mesures pour que les étudiants remplissent les exigences de leur cursus et réussissent leurs études (en un mot, ce n'est pas une usine à diplômés !) ;
- ▶ la faculté veille à ce que son personnel respecte les principes déontologiques dans ses activités d'enseignement et de recherche.

Sur les questions ci-dessus, les responsables de la faculté travaillent en lien étroit avec le Sénat académique, qui les soutient pleinement, et avec les conseils d'étudiants.

En tant que composante de l'université Charles, la faculté d'Éducation est prête à œuvrer activement, avec le ministère tchèque de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, au lancement de la Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED). La faculté est également prête à aider à la mise en œuvre de stratégies en faveur de l'éthique, de la transparence et de l'intégrité dans l'éducation des enfants en Europe, et notamment en République tchèque, et à former dans cet esprit les futurs enseignants. La plateforme va se pencher, entre autres, sur la question des principes éthiques dans l'éducation, notamment concernant le travail des enseignants, le plagiat et les faux diplômes. La faculté d'Éducation est tout particulièrement concernée puisqu'elle assure la formation initiale et continue, et le développement professionnel des enseignants ; nous suivrons donc ce débat de près, nous y contribuerons lorsque ce sera nécessaire, et nous diffuserons et mettrons en œuvre ses résultats. Les activités de l'Association pour la formation des enseignants en Europe (ATEE), dont la faculté est membre, seront aussi l'occasion de diffuser ces principes éthiques grâce à la coopération internationale.

Une fois encore, je vous souhaite la bienvenue, ainsi que des travaux fructueux dans le cadre de ce 7^e Forum de Prague.

Tomáš Zima, recteur de l'université Charles, République tchèque

En tant que recteur de la plus vaste et de la plus ancienne université d'Europe centrale, je salue sans réserve les activités menées dans la durée par le Conseil de l'Europe pour promouvoir une éducation de qualité à tous les niveaux d'enseignement.

Une éducation de qualité, c'est aussi l'égalité des chances pour les élèves, les enseignants et les établissements. C'est pourquoi je suis heureux que le Conseil de l'Europe

juge ce thème important, et se batte pour promouvoir l'égalité des chances et mettre en place un large éventail de mesures en ce sens.

Au regard des résultats de la dernière conférence ministérielle, à Helsinki en 2013, centrée sur la gouvernance et sur la qualité de l'éducation, je trouve essentiel que tous les ministres se soient aussi accordés sur l'importance des échanges d'informations et de bonnes pratiques en matière d'éthique et d'intégrité dans l'éducation, soulignant là aussi le rôle d'une éducation de qualité.

Compte tenu de l'effacement des frontières nationales dans l'espace éducatif européen, les menaces contre l'intégrité de l'éducation ne peuvent être traitées séparément dans chaque pays. C'est pourquoi je salue l'initiative du Conseil de l'Europe et de tous ses États membres consistant à créer une Plateforme sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation.

Pour moi, de telles activités sont cruciales, non seulement parce que mon université fait partie du monde universitaire européen, mais aussi parce que nous formons la prochaine génération de citoyens et, plus encore, de futurs spécialistes qui assureront l'éducation des futures générations d'Européens.

Pour tous nos enseignants et étudiants, construire un environnement respectueux des règles morales est un préalable au comportement déontologique au quotidien.

Nous aussi, en République tchèque, nous devons combattre des phénomènes aussi déplorables que le plagiat et les usines à diplômes. Les universités tchèques coopèrent étroitement pour cela et ont développé un travail interuniversitaire efficace. Elles ont élaboré et appliqué ensemble des projets dans ce domaine au niveau national et participé à des projets internationaux. Nous jugeons ce sujet important pour la Conférence tchèque des recteurs, que j'ai l'honneur de présider. Nous sommes donc en mesure de contribuer à ces résultats dès la naissance de la Plateforme sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation.

La question des principes éthiques est l'un des domaines prioritaires de nos efforts communs, qui se reflète dans toutes nos activités éducatives. En tant que recteur de l'université Charles, je ressens comme un grand privilège pour mon établissement et j'apprécie personnellement beaucoup que des discussions sur ces thématiques se tiennent dans mon université et que la plateforme soit lancée en République tchèque.

**Snežana Samardžić-Marković, directrice générale
de la DG II – Démocratie, Conseil de l'Europe**

Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs,

Je souhaite remercier les autorités tchèques, et en particulier M^{me} la ministre Valachová et M. Jindřich Fryč, d'accueillir ce 7^e Forum de Prague.

Au nom du Secrétariat, j'aimerais aussi remercier très chaleureusement une personne dont l'aide a été précieuse pour l'organisation non seulement de ce Forum de Prague, mais aussi de l'ensemble des sept forums. Je parle bien sûr d'Alena Spejchalová, qui

est là depuis le tout début. Chère Alena, votre dévouement, votre grand professionnalisme et votre capacité à résoudre efficacement des problèmes parfois délicats ont assuré la réussite de ces réunions. On m'a dit que vous aviez été basketteuse ; lorsqu'on travaille avec vous, on voit que vous avez l'esprit d'équipe.

Chère ministre, cher Jindřich, merci pour votre engagement et votre dévouement de longue date qui nous permettent, aujourd'hui, de lancer notre plateforme dans un cadre prestigieux. La Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation – également appelée ETINED – est l'un des engagements politiques concrets pris par les ministres de l'Éducation lors de la conférence ministérielle d'Helsinki, en 2013.

La plateforme sera un réseau de spécialistes des 50 États parties à la Convention culturelle européenne. Ces spécialistes coopéreront avec d'autres organisations et entités internationales actives dans ce domaine, dont certaines sont représentées aujourd'hui : Transparency International, le Centre de ressources anticorruption U4 et l'IIEP-Unesco. Je voudrais rendre hommage à l'immense somme de travail accomplie par vos organisations et vous dire à quel point nous sommes heureux de travailler avec vous.

C'est une grande chance pour nous, je crois, que ce forum se tienne à la faculté d'Éducation de l'université Charles, fondée en 1348 et donc l'une des plus anciennes d'Europe, qui a été celle de Franz Kafka, de Milan Kundera, de Karel Čapek et de tant d'autres personnalités de l'histoire européenne et tchèque. Merci, cher Monsieur le recteur, chère Madame la doyenne, de nous accueillir aujourd'hui.

La plateforme sur l'éthique dans l'éducation a été conçue pour promouvoir l'éthique et lutter contre la corruption dans le milieu éducatif. Lorsque j'en parle, mes auditeurs sont souvent intrigués et me disent : « Mais il y a de la corruption dans l'éducation ? ».

Eh bien, dans certains pays, les pratiques de corruption dans ce domaine sont notoires. Cela me rappelle une blague qui a cours dans l'un de nos États membres :

Un parent rend visite à un professeur et lui dit : « Mon fils est un bon à rien, il ne réussira jamais votre examen d'entrée ». À quoi le professeur répond : « Je vous parie 1 000 dollars que si ! »

Dans d'autres pays, la corruption dans l'éducation est peut-être moins présente dans le débat public, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas.

En réalité, comme le montrent de récentes actualités, aucun pays ne peut se prétendre à l'abri de ce fléau. Je pense par exemple à des ministres contraints de démissionner après des révélations de plagiat dans leurs thèses universitaires.

Une récente étude de Transparency International mesure la perception par le grand public de la corruption dans l'éducation⁶. Certes, les chiffres varient énormément d'un pays à l'autre (de 6-7 % à 70-72 %), mais l'enquête montre aussi qu'aucun pays n'est épargné et que la moyenne européenne se situe autour de 34 %.

6. Transparency International, *Global corruption barometer 2013* (Baromètre mondial de la corruption 2013), disponible sur www.transparency.org/gcb2013/report, consulté le 3 novembre 2016.

Il est vrai, par ailleurs, qu'il n'y a pas de données fiables disponibles sur les véritables niveaux de corruption. De fait, la corruption dans l'éducation revêt de très nombreuses formes et, même lorsqu'elle est évidente, elle peut être très difficile à prouver.

La corruption touche tous les niveaux d'éducation, de l'enseignement préprimaire au supérieur.

Elle va des formes les plus flagrantes – verser un pot-de-vin pour entrer dans telle ou telle école, obtenir un diplôme en trichant ou acheter une publication écrite par d'autres chercheurs – aux formes les plus dissimulées, comme dans le cas d'enseignants qui vendent des livres ou des cours supplémentaires aux étudiants et font échouer à l'examen ceux qui n'ont pas payé ce type de « services ».

Toutes ces formes de corruption varient et peuvent être ponctuelles ou organisées. Dans tous les cas, elles pervertissent et endommagent ce qui est le ciment de nos démocraties : la confiance que nous avons dans le système, la conviction que les règles s'appliquent à tous. Ne pas s'attaquer à la corruption dans l'éducation revient à enseigner à nos enfants que, pour réussir, il faut savoir contourner les règles. Sur une telle base, comment développer une culture de la démocratie ?

L'éducation est traditionnellement vue comme le passeport pour une vie meilleure et un moyen de faire progresser la société. Les écoles et les universités sont considérées à juste titre comme des lieux, peut-être même les seuls, où les jeunes peuvent réussir par leur seul mérite : tout le monde y est à égalité, indépendamment de ses origines.

L'une des principales caractéristiques de la corruption est l'injustice. Elle pervertit l'éducation qui, au lieu de contribuer à la cohésion sociale, creuse alors encore plus les différences. L'accès à l'éducation ne se fonde plus sur le mérite ou sur son caractère nécessaire, et les qualifications universitaires ne sont plus en rapport avec le travail fourni.

Le coût social de la corruption est énorme. Les citoyens perdent confiance dans le système démocratique. La réputation internationale du pays en souffre.

Je citerai le professeur Stephen Heyneman :

« Dans une démocratie, le public tient très fort à l'équité du système éducatif. S'il ne fait pas confiance au système éducatif, cela ne nuit pas seulement à la croissance économique : les leaders du moment, dans les milieux économiques, scientifiques ou politiques, peuvent être soupçonnés d'avoir acquis leur position par privilège et non pour leurs qualités. Si le système scolaire n'est pas fiable, le pays peut perdre de sa cohésion sociale, qui est aujourd'hui le principal ingrédient de toute société florissante. »

La corruption est parfois dangereuse au niveau individuel. Qui voudrait, par exemple, se trouver entre les mains d'un médecin qui a acheté son diplôme ? Quand elle prend la forme du harcèlement sexuel, elle peut traumatiser des jeunes à vie. Au niveau collectif, enfin, la corruption peut constituer une discrimination contre certaines populations.

Il faut clairement trouver une solution.

C'est pourquoi les ministres de l'Éducation des 50 États parties à la Convention culturelle européenne sont convenus, lors de la conférence ministérielle d'Helsinki, d'unir leurs forces pour travailler ensemble à l'éthique, à la transparence et à l'intégrité

dans l'éducation. Ils ont décidé de créer une plateforme entièrement consacrée à cet objectif.

L'idée était d'affirmer des principes déontologiques fondamentaux. Aujourd'hui, c'est cette plateforme que nous inaugurons.

ETINED veut promouvoir une approche nouvelle et globale de la recherche de qualité et de la lutte contre la corruption dans l'éducation. Cette approche appelle tous les secteurs concernés de la société à s'engager pour le respect, dans la vie publique et professionnelle, de principes éthiques positifs et fondamentaux. Elle ne compte pas sur des mesures formatées et imposées d'en haut. Pour combattre la corruption, les normes et les structures juridiques ne suffisent pas, aussi importantes soient-elles pour fixer un cadre de référence.

Si nous voulons que la situation change durablement, il faut changer les cultures et les mentalités. Il faut que le grand public et toutes les parties prenantes jugent inacceptables les comportements contraires à l'éthique. Les témoins d'actes de corruption doivent se sentir suffisamment en confiance pour parler, et les auteurs, honteux et mal à l'aise – parce qu'ils savent qu'ils risquent d'être découverts.

À travers cette plateforme, le Conseil de l'Europe vise à :

- ▶ échanger des informations et des bonnes pratiques sur la transparence et l'intégrité dans l'éducation ;
- ▶ aider à trouver des solutions aux problèmes que pose la corruption dans l'éducation et dans l'enseignement supérieur ;
- ▶ instaurer un « cercle vertueux », afin que tous les acteurs s'engagent en faveur de principes éthiques positifs et fondamentaux ;
- ▶ mettre en commun les ressources et les bonnes pratiques sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation, et diffuser ces informations grâce à des formations, des outils, des lignes directrices et un site internet.

Nous commencerons par les actions suivantes :

- ▶ des lignes directrices sur les principes et comportements éthiques, issues de consultations lors de tables rondes régionales ;
- ▶ un séminaire sur le plagiat ;
- ▶ une étude comparative des politiques d'intégrité dans l'enseignement supérieur dans les 50 États parties à la Convention culturelle européenne ;
- ▶ des check-lists et des recommandations de mesures contre les « usines à diplômes » ;
- ▶ des projets pilotes dans les pays intéressés.

Pour finir, je suis fière aujourd'hui de lancer officiellement la Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation.

Nous aurons largement l'occasion d'en parler pendant ces deux jours : le respect de l'éthique est la condition sine qua non d'une démocratie vivante. La corruption en est l'antithèse.

Séance plénière n° 1

« Poser le cadre : les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine » – Introduction aux travaux menés par le Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation

*Ian Smith (University of the West of Scotland) et Tom Hamilton
(General Teaching Council for Scotland), Royaume-Uni*

Résumé

Cette présentation montre que le lancement par le Conseil de l'Europe d'une Plateforme sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED) obéit à une vision plus large, qui veut que toutes les parties concernées de la société adhèrent pleinement à des principes éthiques positifs dans la vie publique et professionnelle. Cette approche fondée sur des principes positifs va au-delà de la seule réglementation anticorruption et prolonge l'engagement de l'Organisation en faveur d'une éducation de qualité, énoncé en avril 2013 dans la Déclaration d'Helsinki. Notre exposé résume une étude présentée au Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE), consacrée aux moyens d'élaborer des principes éthiques pour l'éducation et de définir un « comportement éthique » pour tous les acteurs de ce secteur. Nous mettons l'accent sur des « scénarios de mise en œuvre » de ces approches à travers la plateforme, tout en mentionnant des projets concernant l'intégrité académique et le plagiat, ainsi que la reconnaissance des qualifications, dans le cadre du développement de la plateforme.